Décision : QCRC06-00024

Numéro de référence : M5-80050-8

Date de la décision : Le 16 février 2006

Objet : VÉRIFICATION DU COMPORTEMENT

Endroit : Québec

Date de l'audience : Le 15 février 2006

Présent : Gilles Savard, avocat
Commissaire

Personnes visées :

7-Q-30035C-204-P COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
200, Chemin Sainte-Foy, 7e étage
Québec (Québec)
G1R 5V5

agissant de sa propre initiative

R-036956-2 9122-2760 QUÉBEC INC
1690, chemin Parc Industriel
Roberval (Québec)
G8H 2M9

intimée

MICHEL LAVOIE
1365, avenue Julien
Normandin (Québec)
G8M 3S9

CAROL CLAVEAU
1414, boulevard Marcotte
Roberval (Québec)
G8H 2P2

DENIS LAVOIE
936, avenue F-D Nadeau
Normandin (Québec)
G8N 3Y9

mis en cause

Procureur de la Commission : M^e Pierre Darveau

La Commission examine le comportement de 9122-2760 QUÉBEC INC. (intimée) afin de décider si les déficiences qui lui sont reprochées affectent son droit de mettre en circulation ou d'exploiter un véhicule lourd, conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 32.1 de la Loi concernant les propriétaires, les exploi-tants et les conducteurs de véhicules lourds,

L. R. Q., chapitre P-30.3, (Loi).

Les déficiences reprochées à l'intimée sont énoncées dans l'« Avis d'intention et de convocation amendé » (avis) que les services juridiques de la Commission lui ont transmis par poste certifiée le 5 janvier 2006 conformément au premier alinéa de l'article 37 de la Loi.

Quant aux événements considérés pour établir ces déficiences ou leur absence, ils sont énumérés dans le « Relevé de comportement » (PEVL) qui concerne l'intimée pour la période du 21 avril 2003 au 20 avril 2005. Ce PEVL est préparé par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) pour chaque propriétaire et exploitant en relation avec sa « Politique d'évaluation des propriétaires et exploitants de véhicules lourds ». Cette politique est autorisée par les articles 22 à 25 de la Loi.

De plus, un « Rapport de vérification de comportement » (rapport de l'inspectrice), préparé le 31 août 2005 par madame Charline Mbrin, inspectrice au Service de l'inspection de la Commission, est déposé au dossier afin d'informer la Commission d'autres événements, manquements, mesures, gestes ou omissions de l'intimée pouvant être pertinents pour conclure à d'éventuelles déficiences.

L'intimée et le mis en cause MICHEL LAVOIE étaient absents et non représentés le 13 décembre 2005, premier jour de l'audition de la présente affaire. À ce moment, la Commission a suspendu ses travaux et a demandé que de nouveaux avis de convocation soient signifiés à chacun. À l'audience du 15 février 2006, l'intimée et tous les mis en cause, y compris CAROL CLAVEAU, étaient absents et non représentés.

L'intimée est une entreprise qui oeuvre dans le domaine du transport de produits secs en vrac, principalement des copeaux de bois. Son président, selon les registres de la Commission, est monsieur MICHEL LAVOIE. Toutefois, ce président serait remplacé depuis peu par CAROL CLAVEAU selon le Registraire des entreprises du Québec. CAROL CLAVEAU a donc été mis en cause dans la présente affaire.

Monsieur DENIS LAVOIE est responsable de l'embauche des conducteurs et de l'entretien du parc de véhicules de 9122-2760 QUÉBEC INC. ainsi que de celui de deux autres transporteurs apparentés. Il a donc été mis en cause. Madame Angèle Labrecque s'occupe de la tenue des dossiers conducteurs et de l'analyse des feuilles de temps et des fiches journalières d'heures de conduite et de travail tant pour 9122-2760 QUÉBEC INC. que pour les deux autres transporteurs apparentés.

L'intimée emploie quatre conducteurs et possède deux véhicules moteurs ainsi

qu'une remorque de plus de 3 000 kg de type « B-train ».

La Commission est saisie de l'affaire puisque le PEVL établit principalement que l'intimée :

- « A atteint, dans la SECTION 3 ÉVALUATION CONTINUE, 15 points alors que le nombre maximal à ne pas atteindre dans son cas est de 15;
- « Compte deux mises hors services dans la SECTION 7 SÉCURITÉ DES VÉHICULES;
- « Compte, dans la SECTION 8 SÉCURITÉ DES OPÉRATIONS, six infractions, dont quatre pour des excès de vitesse, une pour avoir grillé un feu jaune et l'autre pour hauteur excessive de la charge dans sa remorque;
- « Compte, dans la SECTION 9 CONFORMITÉ AUX NORMES DE CHARGE, trois infractions de surcharge, tant axiales que de masse totale en charge, survenues lors de période de dégel;
- « Compte deux accidents responsables avec blessés dans la SECTION 10 IMPLICATION DANS LES ACCIDENTS;
- « Compte un accident avec dommages matériels dans la SECTION 12 AUTRES ÉVÉNEMENTS AU DOSSIER.

Une mise à jour de ce PEVL, pour la période du 3 février 2004 au 2 février 2006, indique :

- « que la SECTION 3 ÉVALUATION CONTINUE compte un point de moins puisqu'il s'est écoulé un délai de deux ans depuis son inscription;
- « que la SECTION 7 SÉCURITÉ DES VÉHICULES ne compte plus qu'une mise hors service, car l'autre a été depuis déclarée fortuite;
- « que la SECTION 8 SÉCURITÉ DES OPÉRATIONS compte un excès de vitesse de moins puisqu'il s'est écoulé un délai de deux ans depuis son inscription;
- « qu'un accident responsable avec blessé n'apparaît plus, pour la même raison, dans la SECTION 10 IMPLICATION DANS LES ACCIDENTS;
- « qu'un accident avec dommages matériel s'est ajouté dans la SECTION 12 AUTRES ÉVÉNEMENTS AU DOSSIER.

Pour sa part, le rapport de l'inspectrice note des manquements de l'intimée quant au respect de ses obligations de propriétaire et d'exploitant de véhicules lourds. Ce même rapport identifie aussi, le cas échéant, les mesures correctrices déjà mises en place. Notons sommairement :

- « qu'un seul des conducteurs de l'intimé a suivi des formations à l'égard de la Loi car il y avait été contraint étant, par ailleurs, aussi conducteur pour un transporteur apparenté dont le maintien de la cote de sécurité était sujet au respect de conditions imposées par la Commission;
- « que la vitesse des véhicules moteurs serait limitée à 90 km/h bien que la preuve de l'ajustement technique n'ait été fournie que pour un seul de ces véhicules;
- « que l'intimée dispose de politiques d'entreprises et de sanctions, mais que les textes de ces documents ne seraient qu'une copie de ceux préparés pour un transporteur apparenté;
- « qu'aucune sanction n'a été prise pour sanctionner, entre autres, des fautes des conducteurs telles que des excès de vitesse;
- « que les déficiences ne sont pas toujours notées lors des vérifications avant départ;
- « que le dossier concernant les véhicules ne contient aucune information utile car aucune déficience ni aucune preuve de réparation n'y apparaissent et que le registre de mesures de freins n'est pas rempli;
- « que l'intimé ne conserve pas selon le délai requis le dossier des conducteurs qui ne sont plus à son emploi;
- « que l'intimée aurait des amendes impayées.

La Commission analyse et apprécie l'ensemble de la preuve qui lui est soumise. Cependant, elle ne mentionne que les faits nécessaires à sa prise de décision.

L'article 26 de la Loi permet à la Commission d'évaluer si une personne met en péril ou en danger la sécurité des usagers des chemins ouverts à la circulation publique ou compromet l'intégrité de ces chemins.

L'article 27 de la Loi dicte à la Commission d'attribuer une cote de sécurité « insatisfaisant » lorsqu'elle évalue qu'une personne met en péril ou en danger la sécurité des usagers des chemins ouverts à la circulation publique ou compromet l'intégrité de ces chemins par des déficiences qui, à son avis, ne peuvent être corrigées par l'imposition de conditions. Une cote de

sécurité « insatisfaisant » interdit ainsi la mise en circulation ou l'exploitation d'un véhicule lourd, à la personne :

- « Qui met en péril la sécurité des usagers des chemins ouverts à la circulation publique ou compromet de façon significative l'intégrité de ces chemins;
- « Qui met en danger la sécurité des usagers de ces chemins ou compromet leur intégrité en dérogeant de façon répétée à une disposition d'une loi pertinente;
- « Qui ne respecte pas une condition qui lui a été imposée, sous une cote de sécurité « conditionnel », à moins qu'elle démontre avoir pris un autre moyen aussi efficace pour corriger la situation;
- « Dont un associé ou un de ses administrateurs, dont l'influence est déterminante, a une cote de sécurité « insatisfaisant »;
- « Qui est incapable de mettre en circulation ou d'exploiter convenablement un véhicule lourd.

L'article 28 de la Loi permet à la Commission d'attribuer une cote de sécurité « conditionnel » lorsqu'elle évalue que des mesures peuvent effectivement remédier aux déficiences constatées. La Commission peut alors prendre toute mesure appropriée et raisonnable dont, dans certains cas particuliers, celle de suspendre le droit d'une personne d'exploiter des véhicules lourds ou de les faire circuler. Elle peut ainsi imposer des conditions afin de corriger une déficience. Ces conditions peuvent viser les véhicules lourds, la qualification des associés, des administrateurs, des dirigeants et des employés ou la gestion et l'exploitation de l'entreprise ou de toute entreprise acquise.

Il appartient à la Commission d'analyser la preuve devant elle, de décider et, le cas échéant d'appliquer les mesures nécessaires. Le PEVL et le rapport établissent les faits. Toutefois, le rôle de la Commission ne se limite pas à constater des déficiences. La Commission doit apprécier un comportement ainsi que, le cas échéant, les mesures mises en place pour remédier aux déficiences.

La preuve documentaire, dans la présente affaire, établit clairement son contenu. De plus, les témoignages de madame Élyza Domingue, technicienne à la SAAQ, et de madame Charline Morin, inspectrice à la Commission, établissent que l'intimée :

- « n'est plus en exploitation;
- « s'est départie de ses véhicules moteurs;
- « n'a aucunement tenté de contacter récemment la SAAQ ou la Commission.

La Commission constate que la preuve démontre des déficiences significatives tant au niveau de l'entretien des véhicules lourds que de l'ensemble de la gestion et de l'exploitation de l'entreprise de l'intimée.

Les excès de vitesse, les surcharges en période de dégel, les accidents avec blessés et ceux avec dommages matériels, l'absence de preuve de limitation de la vitesse des véhicules, les politiques d'entreprises et celles de sanctions fictives, l'absence de sanctions pour des conducteurs fautifs, les nombreuses carences des dossiers concernant les véhicules et les conducteurs forcent la Commission à conclure que l'intimée a un comportement qui met en danger de façon répétée la sécurité des usagers et compromet de façon significative l'intégrité des chemins ouverts à la circulation publique.

Ces faits ne peuvent être corrigés par l'imposition de certaines conditions, car il est manifeste que l'intimée n'opère plus pour l'instant et ne manifeste aucun intérêt réel à agir. Lui imposer des conditions serait futile puisque que l'intimée et ses administrateurs ne se sont pas présentés ni le 13 décembre 2005, ni le 15 février 2006.

D'autre part, la Commission s'est interrogée quant aux comportements des administrateurs de l'intimée.

CAROL CLAVEAU, bien que récemment déclaré administrateur selon le Registraire des entreprises du Québec, n'aurait eu aucune implication réelle dans l'entreprise avant qu'elle cesse ses opérations au cours de l'automne 2005. Il est par ailleurs administrateur d'un transporteur apparenté. Il n'y a donc pas lieu de lui appliquer une déclaration d'inaptitude.

Dans le cas de MICHEL LAVOIE et de DENIS LAVOIE, ils sont aussi par ailleurs déjà administrateurs depuis quelques années d'un autre transporteur apparenté. Ce dernier, suite à une décision de la Commission, dispose maintenant d'une cote de sécurité « satisfaisant ». La preuve ne fournit pas d'indication à l'égard de leur comportement en tant qu'administrateur de ce transporteur apparenté qui n'a pas été mis en cause dans la présente affaire. Il n'y a donc pas lieu de leur appliquer une déclaration d'inaptitude.

Toutefois, si l'un ou l'autre de ces transporteurs apparentés devait se

présenter devant la Commission par suite de la transmission par la SAAQ de son PEVL, la Commission serait légitime de les questionner quant à leurs implications dans le dossier de 9122-2760 QUÉBEC INC..

POUR CES MOTIFS, la Commission :

1. REMPLACE la cote de sécurité de 9122-2760 QUÉBEC INC., portant la mention « satisfaisant », par une cote de sécurité portant la mention « insatisfaisant »;
2. INTERDIT à 9122-2760 QUÉBEC INC., de mettre en circulation ou d'exploiter un véhicule lourd.

GILLES SAVARD, avocat
Commissaire

Note : L'avis ci-annexé, décrivant les recours à l'encontre d'une décision de la Commission, fait partie intégrante de la présente décision.